

JAN 23 1975

Allocution de M. CHEYSSON, Membre de la Commission, lors de la signature d'un accord entre la Commission et 17 Etats relatif à l'octroi par la Communauté d'une aide d'urgence de \$ 120 millions à ces pays (Bruxelles, le 11 décembre 1974)

---

Après cette très simple cérémonie, d'abord, pour vous dire, au nom de la Commission que nous sommes très heureux d'avoir les représentants de 17 pays à cette table, seize exactement, c'est la table de notre Commission, comme vous savez, et nous sommes très heureux que vous l'honoriez de votre présence. Mais si je vous ai demandé aujourd'hui de venir tous ensemble plutôt que de traiter ce problème par correspondance, c'était en réalité pour dire devant vous des choses qui nous émeuvent, nous inquiètent, nous occupent dans la Communauté et, en particulier, au niveau de la Commission.

On parle beaucoup en Europe, aux Etats-Unis, de la crise actuelle, Messieurs les Ambassadeurs, mais nous sommes frappés de voir combien on en parle peu du point de vue qui est celui de vos Gouvernements, qui est le vôtre, c'est-à-dire du point de vue des pays en développement qui ont été - permettez-moi l'expression - fauchés au départ de leur course vers le développement par la hausse soudaine d'un grand nombre de prix de denrées essentielles : blé, engrais, pétrole et combien d'autres. Vous partiez dans votre course au développement. Vous avez été arrêtés dès le départ. Pour 25 à 30 pays, le déficit supplémentaire de la balance des paiements en 1974 est de 3 milliards de dollars. Pour l'ensemble des pays en voie de développement, les sommes supplémentaires à payer pour leurs importations de produits essentiels dont ceux que j'ai cités tout à l'heure augmentent de 15 à 20 milliards de dollars, cela fait le tiers de leurs exportations, cela représente deux fois l'aide publique au

.../...

développement des pays de l'OCDE. Ce sont des chiffres que vous connaissez bien, mais ce sont des chiffres qui devraient être sans cesse rappelés. D'autant plus, il y a dans l'histoire des développements étranges, que ces pays déjà arrêtés au départ de leur course ont été, pour la plupart, frappés par des événements naturels qui sont venus ajouter la misère aux difficultés : inondations, sécheresse. La situation est tragique, dramatique, dans certains pays. C'est le milliard d'hommes dont M. McNAMARA parlait à l'ouverture de l'Assemblée annuelle du Fonds monétaire et de la Banque mondiale en septembre dernier. Ce sont ces hommes qui vont mourir les premiers. Je n'hésite pas à employer des expressions aussi provocantes. Ce sont ces hommes pour qui survivre est le premier problème.

Alors, quelles que soient nos difficultés à nous pays industrialisés, quels que soient nos arrangements, par ailleurs, commerciaux, préférentiels, d'association, pouvons-nous être indifférents à cette misère, à ce désespoir ? Je crois, Messieurs les Ambassadeurs, et je suis l'interprète de la Commission et j'espère de toute la Communauté, que la réponse à cette question doit être catégoriquement négative. Non, nous n'avons pas le droit d'être indifférents. Nous ne l'avons pas, d'abord, pour des raisons morales, et je n'hésite pas à parler de questions morales, après tout, cet ordre économique qui a été tel que les prix connaissent soudain ces variations brutales, cet ordre économique - reconnaissons-le -, c'est nous qui l'avons fait, c'est nous, puissances industrielles, et nous l'avons fait progressivement en y réfléchissant mûrement au cours des années, au cours de dizaines d'années.

Alors, si cet ordre n'est pas satisfaisant, peut-être en portons-nous une part de responsabilité. D'autant plus que, pour beaucoup de vos pays - ne l'oublions pas - et permettez-moi de dire cela devant des Ambassadeurs de pays maintenant souverains et indépendants, pendant longtemps nous avons dirigé vos économies et ce ne sont pas des responsabilités qui disparaissent du jour au lendemain. Nous avons une responsabilité, nous les pays industrialisés, dans l'ordre économique d'hier qui a permis, s'il n'a pas provoqué, les situations dramatiques que vous connaissez.

Alors, on me dit oui, très bien, mais soyez réalistes, regardez les choses, mais même du point de vue du réalisme, nous n'avons pas le droit d'être indifférents à vos problèmes. Nous ne l'avons pas, parce que ce monde constitue une entité et qu'il n'y aura pas de paix dans le monde s'il y a des inégalités et des injustices. Ceci, l'histoire, les siècles passés, auraient dû nous l'apprendre à nous tous les hommes politiques ayant des responsabilités. Quand il y a injustice, il y a tension, quand il y a tension, la paix ne peut pas régner. En tout cas, elle ne règne pas dans les coeurs et l'excès même de certaines déclarations récentes - permettez-moi de dire parfois de part et d'autre - de déclarations qui mènent à la confrontation dans une période où nous avons cependant autre chose à faire qu'à organiser la confrontation, ceci même montre que l'injustice ne doit pas être tolérée si nous voulons protéger l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Non seulement, vous avez droit à la survie, mais vous avez, comme tous les hommes du monde, droit à l'espoir, droit à l'avenir. Or, la situation économique nouvelle qui a résulté de cet ordre économique ancien a retiré dans beaucoup de vos pays toute possibilité d'espoir, a tellement obscurci l'avenir qu'il est difficile d'en distinguer les contours.

Voilà comment se présente le problème à long terme. Les estimations ont été faites par des personnes beaucoup plus compétentes que moi et je me contenterai de me référer à leurs chiffres. M. McNAMARA, quand il a ouvert l'Assemblée annuelle de la Banque et du Fonds monétaire, évaluait à quelque 15 milliards de dollars d'aide publique supplémentaire les besoins immédiats des pays en voie de développement et, avant tout, des pays démunis, touchés, fauchés, je l'ai dit tout à l'heure ; il évaluait à 30 milliards de dollars l'ensemble des flux financiers qu'il faudrait d'ici 1980 organiser vers ces pays. Retenons bien ces chiffres. Ils donnent un ordre de grandeur de ce qui doit être fait dans les prochaines années car ce que nous marquons aujourd'hui par notre présence à cette table n'est pas une réponse. C'est un palliatif. Regardons au-delà de ce palliatif, si nous pensons que nous avons une responsabilité et je vous ai dit tout à l'heure que nous le pensions. Au-delà de ce palliatif, il faudra que les flux financiers vers les pays les plus démunis augmentent dans les proportions que j'ai dites en citant le Président de la Banque mondiale.

Alors, heureusement, un fait majeur intervient actuellement, un fait que nous étions un certain nombre à prévoir, mais qui se confirme à l'heure actuelle dans les faits, c'est l'accroissement des sommes qui sont mises à la disposition de pays en voie de développement démunis par les pays producteurs de pétrole. Non seulement ceux-ci accroissent considérablement leurs achats pour leurs propres économies : quelque 40 milliards de dollars supplémentaires entre 1972 et 1975, ce qui est un élément de consolidation de l'ordre économique - j'espère changé - mais de l'ordre mondial, mais également leurs transferts vers d'autres pays en voie de développement non producteurs de pétrole particulièrement touchés par la crise. Ces transferts s'accroissent régulièrement. On nous riait au nez, il y a quelques mois, quand nous disions que bientôt ce que les pays producteurs de pétrole font se comparerait avantageusement avec ce que fait l'Europe qui est très légèrement supérieur à ce que font les Etats-Unis.

C'est dès 1974, à en croire les chiffres de l'OCDE, que les engagements d'aide publique au développement souscrits par les pays producteurs de pétrole vis-à-vis d'autres pays du Tiers Monde égaleront pratiquement la totalité de l'aide du CAD. Bien sûr, cette aide est parfois coûteuse. Bien sûr, elle est encore mal orientée sur l'ensemble du monde. Chacun de vous pourrait m'en donner bien des exemples. Mais dès maintenant et en très peu de temps, ces nouveaux flux financiers ont commencé à se dessiner et c'est, à mon avis, un phénomène historique complémentaire de celui qui est à l'origine, en partie seulement, de la crise actuelle.

Je suis frappé quand je lis dans un journal qui ne fait pas de sentiment, comme le Financial Times, sous le titre "Near to the perfect solution" une description de ce qui se dessine à partir des pays pétroliers et qui permet au Financial Times de déclarer "it entitles them to the highest praise". Ce n'est pas seulement l'éloge que je veux faire et je tiens à le faire à cette table, et je tiens à le faire en tant qu'un des responsables de la Communauté, alors que tant d'éléments de la Communauté au début haussaient les épaules quand on évoquait cette perspective. Je tiens à le faire alors que cette réponse des pays producteurs de pétrole est pour nous un défi que nous devons savoir relever.

Mais ce n'est pas seulement un éloge, c'est aussi une satisfaction car <sup>5</sup> je crois que nous approchons, comme le dit le Financial Times, une solution qui est elle équilibrée puisque les achats massifs que nous pouvons espérer des pays producteurs de pétrole, puisque les transferts financiers vers vos pays où les marchés, les peuples sont singulièrement avides de moyens pour se développer représentent la meilleure chance de l'équilibre dans une croissance ainsi rétablie à un niveau qui assure à 1 milliard 1/2 ou 2 milliards d'habitants un avenir tout en permettant à ceux qui détiennent des matières premières, des industries ou qui vont en construire d'avoir une chance de développement.

Quant à nous, pays industrialisés, nous ne devons pas être en-dessous de ce que l'on attend de nous, quelle que soit la crise. Nous le devons d'autant moins que si le Tiers Monde attend cela de nous directement, nos propres populations l'attendent indirectement car nous devons participer à ce rééquilibrage de l'économie mondiale qui ne se fera pas en organisant les emprunts, mais qui se fera en permettant aux peuples qui veulent se développer d'en avoir les moyens et qui permettra ainsi à une certaine croissance de reprendre pour le bien de tous. Nous devons donc très systématiquement réorganiser notre politique de coopération avec le Tiers Monde en donnant à chacun selon ses besoins, en donnant aux pays les plus démunis une priorité sur le plan alimentaire et sur le plan financier, en contribuant avec les pays pétroliers devenus riches à la mise en valeur de régions entières dans des opérations triangulaires qui me paraissent un des éléments très intéressants de la coopération à travers le monde demain du refus de cette confrontation auquel je tiens par-dessus tout.

Nous voilà projetés dans l'avenir car je ne suis pas votre hôte aujourd'hui à cette table pour vous parler longuement de ce que nous venons de signer. Néanmoins, je veux en parler parce que cela existe et parce que c'est insuffisant. Vous savez que, dès le début de 1974, nous avons été inquiets puis bouleversés quand nous avons pu évaluer les effets sur vos balances des paiements de la hausse simultanée de tant de produits essentiels, alors que pour vos pays, tous ceux qui sont représentés à cette table, la hausse des valeurs d'exportation était faible. C'est ainsi pour rencontrer ce besoin immédiat de 3 milliards de dollars, dès le mois de mars, dès que l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, eût marqué sa volonté d'agir, nous avons à notre tour lancé un défi à la

Communauté, puis que la Communauté a lancé ce défi aux autres. Cela a 6  
permis à la Communauté de s'associer d'emblée à la résolution adoptée  
par l'Assemblée générale extraordinaire des Nations-Unies en avril et  
ce que nous faisons n'est qu'une partie d'une décision des Nations-Unies.  
L'affaire, à partir de ce moment, est passée sous le contrôle du  
Secrétariat Général et je tiens ici à rendre hommage à un homme - non  
pas parce qu'il est devenu mon ami -, mais parce que j'admire son  
dévouement, parce que j'admire sa dévotion, Raoul PREBISCH.

Les renseignements qui nous étaient transmis par M. PREBISCH  
et son équipe nous ont permis de montrer que les pays industrialisés autres  
que l'Europe et les Etats-Unis avaient dégagé 350 millions de \$, certains  
dans des conditions assez émouvantes, je pense à la Yougoslavie qui en  
dépit de son stade de développement peu avancé offrait 7 millions de \$.  
Je pense à la Suisse qui n'est cependant pas d'habitude un des pays les  
plus audacieux dans la gestion de son patrimoine financier et qui,  
cependant, offrait 15 millions de \$, ce qui pour 5 millions d'habitants  
est un chiffre remarquable. Je pense à la Suède qui, une fois de plus,  
était tout à fait en tête dans ce mouvement avec 37 millions de \$ pour  
8 millions d'habitants. Nous constatons en même temps que, dès ce moment,  
les engagements pris par les pays pétroliers et reconnus conformes aux  
critères arrêtés par les Nations-Unies représentaient 1 milliard de \$  
dont 1/2 milliard en aide gratuite.

Alors, nous avons déclenché, comme vous le savez, le 3 octobre  
une première tranche de notre action 150 millions de \$, 30 qui ont été  
versés au compte spécial des Nations-Unies, 120 qui sont depuis quelques  
minutes à la disposition de vos pays.

Je ne dirais pas que nous sommes fiers de ce que nous avons fait  
car peut-on être fier quand on apporte un palliatif à une situation aussi  
grave dont on porte dans le passé plus ou moins lointain une responsabi-  
lité. Certes, pas. Mon seul élément de fierté serait peut-être de constater  
que l'opinion dans la Communauté - et ceci est peut-être pour vous un  
encouragement, Messieurs les Ambassadeurs - l'opinion a compris cette  
affaire bien mieux et bien plus rapidement que les Gouvernements. Sur ce  
plan, vous me permettrez de rendre un hommage à la presse sans laquelle notr

7 opinion n'aurait pas été informée et, par conséquent, sans laquelle notre 7  
opinion aurait été aussi indifférente que la plupart de nos Gouvernements  
le souhaitaient. Mais sans cela, je ne suis pas fier de ce que nous  
faisons. Pas du tout. Ce n'est donc pas pour exprimer de la fierté que  
je vous ai demandé de venir, c'est pour parler du problème dans sa plus  
grande dimension, sa dimension de 5 ans, 10 ans, 15 ans, 20 ans. C'est  
pour parler aussi de ce ballon d'oxygène qui est indispensable, de cette  
période nécessaire pour que les flux financiers soient organisés. Alors  
nous pensons que cette période est d'un an ou plus, ce qui est d'ailleurs  
le chiffre retenu par les Nations-Unies - et qu'elle doit correspondre  
à un effort de \$ 3 milliards environ. Ceci a été reconnu par la Communauté  
dans la lettre de M. GENSCHER, Président du Conseil de Ministres au  
Secrétaire Général, le 26 juin. Et nous pensons que malheureusement aucun  
fait nouveau ne permet de diminuer les sommes qui sont nécessaires pour  
traverser cet horrible désert. Alors, il faut arriver jusqu'aux 3 milliards  
de dollars. Et je voulais vous en parler.

Du côté des pays producteurs de pétrole, non seulement les flux  
financiers se multiplient - et j'ai dit tout à l'heure le bien que j'en  
pensais -, mais dans le cadre de l'action d'urgence les pays producteurs  
de pétrole ont certainement, dès maintenant, dépassé largement le milliard  
et demi que nous pensions souhaitable de leur part, la moitié du total,  
c'est incontestable. Le 3 décembre 1974, les Nations-Unies déclaraient  
que les engagements des pays producteurs de pétrole, au titre de l'action  
d'urgence, étaient de 2 milliards 2. Je leur laisse la responsabilité  
de ce chiffre, mais j'affirme que le milliard et demi est dépassé. Dès  
maintenant, nous constatons, et sur ce plan je crois que nous avons eu un  
rôle, que notre part de contribution au compte spécial du Secrétaire  
Général a permis des promesses à M. WALDHEIM de 230 millions de \$ dont  
170 proviennent des pays pétroliers versés directement au compte spécial  
des Nations-Unies.

Je suis heureux de relever que, sur les 170 millions de \$, la  
plus grande partie est venue au lendemain de la décision de la Communauté,  
ce qui prouve que nous avons eu un écho, nous avons été entendus, parce que  
la Communauté a encore une autorité morale. Du côté des pays pétroliers,  
donc, l'effort dans cette action d'urgence, dans ce nécessaire ballon  
d'oxygène, dans cette opération de réanimation, l'effort va au-delà de ce  
que nous espérions.

8 Du côté des autres pays industrialisés, nous en sommes aux environs de 500 millions de \$, peut-être un peu plus, mais il se pose quelques problèmes. D'abord, et quand il s'agit d'un problème grave, il ne faut pas craindre de parler des sujets les plus difficiles. D'abord, je regrette que les pays socialistes n'aient pas marqué d'intérêt pour cette affaire. Certes, ils peuvent dire qu'ils n'ont pas de responsabilité dans l'ordre économique ancien - et c'est largement vrai -. Néanmoins, ils vivent dans ce monde, comme nous, et souvent telle difficulté sur un grand produit alimentaire résulte des difficultés qu'ils peuvent, pour des raisons toutes légitimes, connaître chez eux. N'oublions pas que le début de la spéculation sur le blé a résulté d'une très mauvaise circonstance naturelle touchant nos amis soviétiques. Et puis, ils font partie de l'ensemble de notre monde. Peuvent-ils rester complètement indifférents à cette longue période de souffrance - j'espère qu'il n'en sera rien. Mais revenons à ceux qui ont aux Nations-Unies voté pour l'action d'urgence. Comment se fait-il qu'un des plus grands, comment se fait-il qu'un pays qui a une tradition remarquable, centenaire, de générosité quand il y a une catastrophe quelque part, comment se fait-il que ce grand pays puisse s'abstraire de notre action ? Je ne vous cache pas que c'est pour moi un problème sérieux et que je ne comprends pas bien. Chaque fois que quelque part dans le monde il y a eu une misère déclarée, émouvante, nous avons toujours vu des Américains au premier plan parmi ceux qui voulaient aider. Nous avons toujours vu leur Gouvernement représenter dignement son opinion et son peuple en participant à une action charitable. On peut penser ce que l'on veut de la politique, mais jamais dans le passé, à ma connaissance, un grand drame n'est arrivé dans le monde sans qu'il y ait eu une émotion du peuple américain et sans que le Gouvernement ait traduit la volonté de son peuple en terme d'aide dans un effort collectif. Pour la première fois, il n'en va pas ainsi. Ceci est bouleversant, ceci est particulièrement bouleversant pour la Communauté qui a tant de liens avec les Etats-Unis, des liens qui remontent si loin. J'ajoute, en outre, que c'est pour nous une difficulté très grande car, comme vous le savez, la lettre du Président du Conseil de Ministres de la Communauté au Secrétaire Général des Nations-Unies constitue un engagement catégorique et irréversible, mais qui est lié aux engagements des autres. Du jour où les autres atteignent les

.../...

proportions qu'à tort ou à raison nous avons mises dans notre lettre, automatiquement, notre contribution devient disponible et ainsi, nos amis américains portent une responsabilité qui va au-delà de leur propre contribution dans la mesure où de leur décision dépendra peut-être, dépendra dans des conditions que regrette la Commission, mais qui ont été affirmées par la Communauté une partie de la suite de notre effort. Or, cet effort doit aller jusqu'à son terme car il faut que ce désert soit franchi pour que nous arrivions à des rivages - j'espère mieux irrigués - qui sont ceux où les flux financiers vous redonneront le droit à l'avenir, vous redonneront la possibilité de dire à vos peuples comment ils vont se développer dans le cadre de la collectivité mondiale.

Et c'était pour vous faire ces remarques qui sont tristes, qui n'ont rien de satisfait - vous le sentez bien - que j'ai eu l'indiscrétion de vous demander à tous d'être autour de cette table cet après-midi et c'est la raison pour laquelle, par ma bouche, la Commission vous remercie d'avoir bien voulu accepter une procédure aussi inhabituelle.

Messieurs les Ambassadeurs, je vous remercie au nom de la Commission.